Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 40 (1948)
Heft: 3

Artikel: Propos sur le fédéralisme
Autor: Marc, Alexandre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384535

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Propos sur le fédéralisme

Par *Alexandre Marc*

Question: Union européenne des fédéralistes... Mouvement universel pour une Confédération mondiale... Encore des groupements nouveaux, venant se juxtaposer à une multitude de groupements existants. Ne croyez-vous pas qu'il vaudrait mieux éviter une telle dispersion d'efforts?

Réponse: Le fédéralisme est ennemi de la dispersion, comme il est ennemi de toute centralisation abusive. Aussi ne s'agit-il pas, à proprement parler, de groupements nouveaux. Nos organisations *coordonnent* précisément — le M. U. C. M. dans la perspective mondiale, l'U. E. F. dans la perspective européenne — les efforts des groupements dont la plupart existaient auparavant, mais que leur isolement condamnait à l'impuissance ou, tout au moins, à l'inefficacité.

Question: Cette œuvre de coordination a-t-elle été facile?

Réponse: Facile n'est pas le mot, certes; mais nous l'avons tout de même menée à bien. En Europe, par exemple, l'U. E. F. est devenue, en moins d'un an et demi, l'*organe de liaison et d'action de la quasi-totalité des mouvements fédéralistes* existant dans différents pays. A deux ou trois exceptions, négligeables, près, tous — c'est-à-dire plus de trente mouvements — ont accepté de se grouper, dans une discipline collective librement consentie, autour de quelques principes communs.

Question: Oui, nous avons entendu parler du succès obtenu par votre congrès de Montreux. Mais ce succès n'est-il pas dû à une équivoque? Le fédéralisme n'est-il pas un mot « passe-partout », qui permet à la réaction de s'opposer aux exigences du progrès social?

Réponse: Il n'est pas de mot qui n'ait été profané et trahi. Néanmoins, nous récusons toute tentative de faire du fédéralisme une arme de la réaction sociale: telle que nous le définissons, le fédéralisme constitue une force éminemment « progressiste ».

Question: Progressiste, dites-vous. Encore un mot équivoque.

Réponse: Expliquons-nous. Le fédéralisme constitue à nos yeux une méthode générale d'organisation. Cette méthode, nous voulons l'appliquer, aujourd'hui, à l'organisation du monde et, en particulier, de notre pauvre Europe ruinée, parce que nous sommes convaincus que tout progrès est subordonné, de nos jours, à la réussite d'une telle entreprise.

Question: Vous n'allez tout de même pas prétendre, sous prétexte que la Confédération mondiale et la Fédération européenne

restent encore dans les limbes, que les législations nationales soient devenues incapables de tout perfectionnement.

Réponse: Nous ne le prétendons nullement. Mais si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit que les progrès accomplis, incontestablement, par les législations sociales de différents pays, risquent de se révéler décevants, peut-être illusoires. A quoi servent les augmentations des salaires, par exemple, si le coût de la vie augmente plus rapidement encore? Et le coût de la vie augmente, en particulier, parce que la plupart des Etats-nations étouffent entre des frontières devenues anachroniques et sont virtuellement en état de faillite.

Or, sans progrès économique, pas de progrès social. Les économies dites nationales étant condamnées à la stagnation, parfois même à la dégénérescence, les Etats « souverains » ont beau promettre monts et merveilles à leurs classes laborieuses, ces promesses, ils sont incapables de les tenir. En fait, les économies, plus ou moins autarciques, succombent sous le poids d'insolubles contradictions: celles-ci ne sauraient être surmontées que par une *transformation radicale des structures de la communauté humaine.*

C'est une telle transformation qu'implique le fédéralisme.

Question: Vos propos ne manquent pas de charme, mais ils nous rappellent d'autre propos, entendus jadis et naguère: Société des Nations, Organisation des Nations unies... Mais où sont les propos d'antan?

Réponse: Comment ne pas deviner, comment ne pas comprendre votre scepticisme? Oui, la S. d. N. a échoué lamentablement. Oui, l'O. N. U. est menacée, hélas! d'un échec semblable. Mais pourquoi? Parce que la structure même de ces organisations reflète les contradictions qu'elle prétend écarter, et parmi ces contradictions, celle entre la prétention de promouvoir un ordre supranational et le maintien des souverainetés étatiques!

A ce propos, ne croyez-vous pas que si la S. d. N., au lieu d'usurper un nom qui ne lui convenait pas, s'était appelée S. d. E. (c'est-à-dire Société des Etats), bien des yeux se seraient ouverts à temps, bien des illusions dissipées?

Question: Ne nous égarons pas dans des considérations historiques. Le présent ne nous offre-t-il pas assez de sujets de méditation?

Si je vous comprends bien, vos mouvements sont hostiles à l'O. N. U.?

Réponse: Le fédéralisme est trop respectueux de la vie et du réel pour préconiser la politique du pire. Certes, nous pensons que, sous sa forme actuelle, l'O. N. U. est condamnée à osciller entre l'arbitraire et l'impuissance: mais pourquoi ne pas essayer de transformer, par tous les moyens, une institution qui, malgré tous ses défauts, possède au moins une qualité, celle d'*exister*?

Quels que soient nos griefs à l'égard de l'O. N. U., la paix est trop fragile, aujourd'hui, pour que nous ayons le droit de négliger la moindre chance de stabilisation internationale.

Question: En somme, vous êtes des pacifistes... quelque peu hérétiques!

Réponse: Entendons-nous: Si, dans votre bouche, le « pacifisme » désigne l'attitude de ceux qui prétendent qu'« il vaut mieux être un chien vivant qu'un lion mort »; de ceux qui prêchent la « paix à tout prix »; de ceux qui se résignent à sacrifier toutes les valeurs — justice, liberté, vérité — pour sauver leur vie, alors, non, nous ne sommes pas des pacifistes?

Toutefois, ne vous y trompez pas: de toutes nos forces, nous luttons pour la paix. Pourquoi? Parce que nous savons, comme tout le monde devrait le savoir, que la prochaine guerre risque de dépasser en horreur tout ce que nous avons vu jusqu'ici. Parce que nous sommes convaincus qu'une telle guerre apocalyptique, non seulement ne « résoudrait » rien, mais provoquerait sans doute la *désagrégation atomique* de la civilisation.

Question: Heureusement que tout le monde ne se laisse pas entraîner par la propagande belliciste et que certains pays se tiennent sagement à l'écart du conflit menaçant.

Réponse: Croyez-vous que les fusées à longue portée, les nuages radio-actifs et les infiltrations bactériologiques respecteront scrupuleusement les frontières des Etats neutres?

Il est à craindre que la prochaine guerre ne soit encore « plus mondiale » que les deux précédentes.

Question: Hélas! vous avez sans doute raison; mais qui êtes vous pour prétendre conjurer le sort?

Réponse: Nous ne sommes que des hommes de bonne volonté, sans grand pouvoir, sans grande influence, sans grande notoriété. Mais nous possédons trois atouts qui, dans le monde sans phare ni boussole où nous vivons, nous paraissent particulièrement précieux:

— une *doctrine* cohérente, fondée à la fois sur une juste appréciation des faits et sur le respect des aspirations humaines;
— des *méthodes* de pensée, de travail, d'organisation et d'action souples et efficaces;
— une *foi* inébranlable dans les vertus de la cause pour laquelle nous combattons.

Armés de la sorte, nous sommes décidés à lutter jusqu'au bout pour le salut de l'humanité.

Question: Noble langage et généreuse inspiration! Votre idéalisme mérite considération et sympathie.

Réponse: Permettez-moi de vous dire que nous nous méfions de ce genre de sympathie et de considération. Nous n'aimons pas beau-

coup qu'on nous prenne pour des rêveurs, flottant entre ciel et terre. « Idées généreuses », « efforts désintéressés », « inspiration élevée », tout cela est bien beau, mais un peu trop *éthéré* à notre goût.

Non, croyez-moi, nous ne sommes pas des « idéalistes », ivres d'absolu: notre attitude est fonction, au contraire, d'un contact permanent avec les forces agissantes du réel, en même temps que d'une *volonté de réalisation* lucide, prudente, mais irréductible.

Question: A vrai dire, je suis soulagé de vous entendre; je suis trop positif pour ne pas apprécier ceux qui s'efforcent de l'être.

Mais puisque vous prétendez être des réalistes, dites-moi comment vous pouvez songer au triomphe de vos idées dans un monde où les nationalismes se montrent plus virulents que jamais.

Réponse: A nos yeux, ce sont là les ultimes soubresauts de la bête, blessée à mort...

Elle est encore dangereuse; elle peut encore vous broyer entre ses puissantes mâchoires. Mais elle se sait mortellement atteinte: et c'est même, peut-être, ce qui la rend si redoutable.

En d'autres termes, moins imagés, le nationalisme est arrivé à un tel degré de développement qu'il faut qu'il meure — ou qu'il tue!

Nous voulons abattre le nationalisme pour que vive l'humanité.

Question: Dois-je comprendre que vous êtes décidés à supprimer les nations?

Réponse: Nullement. Nous sommes convaincus que le nationalisme n'est qu'une caricature de l'esprit national. La plupart des Etats sont devenus les pires ennemis des pays qu'ils sont censés représenter. Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, le transfert d'une partie de la fameuse (et trompeuse) « souveraineté » à des organismes fédéraux constituera sans doute la meilleure garantie de la véritable *indépendance* nationale.

C'est parce que nous sommes partisans de l'autonomie, de toutes les autonomies, à tous les niveaux: commune, atelier, région, entreprise, profession, patrie, syndicat, nation, continent, que nous préconisons la Fédération européenne et la Confédération mondiale.

Question: Préconiser ne suffit pas; comment comptez-vous agir?

Réponse: Pour répondre à cette question, il faudrait un gros livre ou, tout au moins, un très long article.

Question: Vous devez être capable, néanmoins, de me dire en quelques mots si vous pensez influencer les masses ou les élites; si votre action s'oriente dans un sens économique ou politique; si vous êtes en rapport avec des gouvernements ou seulement avec des parlements.

Réponses: Chaque fois que l'on nous pose ce genre de questions, chaque fois que l'on nous demande: « Voulez-vous faire ceci ou cela? », nous passons pour des gens prétentieux, car nous répondons

invariablement: « Nous voulons *faire ceci* et nous voulons *aussi faire cela!* »

Par voie d'affiches, de réunions publiques, de brochures et de tracts, d'articles, de discours radiodiffusés, nous cherchons à atteindre ce que l'on appelle les masses.

Certains mouvements fédéralistes, adhérant à nos organisations centrales, groupent déjà des milliers et des dizaines de milliers de membres.

En même temps, les différents mouvements groupés au sein de nos organisations s'emploient à susciter des groupes parlementaires fédéralistes. Il en existe déjà dans plusieurs pays: Angleterre, France, Italie, Luxembourg, etc. D'autres sont en voie de formation. Notons, en passant, que le groupe français, par exemple, fondé il y a moins d'une année, réunit aujourd'hui près de deux cents parlementaires.

Dans la perspective internationale, nous suivons de près les travaux de certaines commissions de l'O. N. U., dont il nous semble, malgré la timidité qui les caractérise, qu'ils peuvent parfois préparer et faciliter des réalisations fédéralistes.

En ce qui concerne les gouvernements, nous prenons garde de ne rien faire qui puisse compromettre, le moins du monde, notre totale indépendance, j'oserais même dire notre « non-conformisme »; néanmoins, en toute objectivité, il est permis de constater que l'intérêt pour nos idées et pour nos efforts ne cesse de croître... même dans les milieux gouvernementaux!

Ce ne sont là que quelques indications succinctes; encore une fois, il y aurait trop à dire.

Question: Permettez-moi de vous poser une question indiscrète. Vous pouvez ne pas y répondre, au cas où elle vous paraîtrait trop gênante: Etes-vous pour les Américains ou pour les Soviétiques?

Réponse: Il n'existe pas pour nous de questions gênantes, car nous n'avons rien à cacher. Non, nous ne sommes ni « pour les Soviétiques » ni « pour les Américains »: nous sommes pour le monde uni, nous sommes pour l'Europe fédérée. Un point, c'est tout.

Question: Mais quand vous parlez de l'Europe unie, faites-vous allusion au bloc occidental?

Réponse: Le fédéralisme est irréductiblement opposé à toute politique de bloc, quelle qu'en soit l'étiquette.

Aujourd'hui, les pays sous l'influence soviétique paraissent difficilement perméables à nos efforts. Nous le regrettons sincèrement, car nous sommes convaincus que nous œuvrons *dans l'intérêt de tout le monde.* Mais nous ne nous décourageons pas pour autant.

Question: Découragement ou pas, en fait, vous paraissez travailler surtout en Europe occidentale.

Réponse: Pour reprendre une formule qui nous est chère, nous faisons du fédéralisme là où nous pouvons, partout où nous pouvons. Mais, encore une fois, notre fédéralisme n'est dirigé contre personne et reste ouvert à l'adhésion de tous les intéressés.

Question: Clause de style, sans doute?

Réponse: Aucunement. Telles que nous les concevons, les structures fédéralistes excluent, *de par leur nature même,* tout danger de cristallisation en « bloc »; elles éliminent ou, tout au moins, atténuent les risques de conflit; elles favorisent le développement et l'épanouissement d'une politique qui, à l'égard des convoitises qui s'affrontent, adopte la tactique salvatrice de *neutralité active.*

Question: Si je vous comprends bien, il s'agit pour vous, tout au moins dans la perspective européenne, de constituer une « troisième force »?

Réponse: C'est exact. L'Europe n'est pas pour nous une fin en soi: nous ne sommes pas des « nationalistes » européens! Nous sommes des fédéralistes qui croyons que la constitution de l'Europe, unie et socialement renouvelée, empêchera le choc fatal entre les deux « super-grands » et favorisera l'effort d'organisation pacifique du monde.

Question: Mais cette Europe unie, croyez-vous que l'opinion publique soit prête à l'accepter?

Réponse: N'en doutez pas. Les hommes d'Etat (ou prétendus tels), trop souvent pusillanimes, aiment à justifier leur manque d'imagination, d'intelligence et de courage, par cette phrase, répétée d'une voix grave (les yeux légèrement baissés): « L'opinion publique n'est pas mûre, l'opinion publique ne nous suivrait pas. »

Eh! bien, c'est tout à fait faux. Interrogez tous les militants, tous les propagandistes de nos mouvements, et ils vous diront que les peuples, dans leur immense majorité, n'aspirent qu'à la réalisation de l'idéal fédéraliste.

Ce ne sont pas les masses qui ne « suivent » pas, ce sont les chefs!

Question: ...Et comme vous ne pouvez pas grand-chose pour obliger les chefs à respecter la volonté, quasi unanime peut-être, mais en tout cas inorganisée, des peuples, vous êtes condamnés à l'impuissance.

Réponse: Pas de « défaitisme », voulez-vous. N'avez-vous pas observé que l'idée européenne qui, pendant des années, est restée l'apanage d'une toute petite minorité, est soudain passée, sous la pression de la nécessité, au tout premier plan de l'actualité politique. Ouvrez n'importe quel journal: vous trouverez immanquablement, à propos de Benelux ou du Plan Marshall, de la Commission européenne de l'O. N. U. ou des pourparlers sur l'union douanière, des commentaires qui montrent clairement que le problème fédéraliste est désormais à l'ordre du jour.

Question. C'est vrai; mais ce sont les gouvernements qui éta-

blissent l'ordre du jour et il est à craindre, par conséquent, que la réalisation de vos idées ne soit reportée aux calendes grecques.

C'est toujours la même chose: tant que vous n'êtes pas *au pouvoir*, vous êtes *sans pouvoir*!

Réponse: Quelle erreur! Vous, moi, nous tous, nous pouvons beaucoup. Nous ne sommes pas le gouvernement, dites-vous. Certes. Mais tous les grands bouleversements de l'histoire ont commencé modestement et ont été le fait d'hommes qui ne tenaient pas les leviers de commande, pour cette simple raison qu'ils représentaient précisément l'opposition.

Vous, moi, nous tous: c'est la formule de toutes les révolutions historiques. Et l'époque où nous vivons, n'est-elle pas révolutionnaire?

Question: Allez-vous maintenant nous appeler sur les barricades?

Réponse: Ne plaisantons pas: il ne s'agit pas de confondre révolution avec émeute. De notre temps, où ce sont les structures mêmes de la société qu'il importe de transformer, l'imagerie romantique du siècle dernier paraît quelque peu caduque. *Mutatis mutandis*, on pourrait transposer dans la perspective fédéraliste, en les modifiant légèrement, les paroles d'un grand syndicaliste français, Merrheim, prononcées en 1919:

« ...La révolution qui triomphe par l'émeute, par la brutalité, ne fait que remplacer, à la tête d'un Etat, les hommes d'un parti par ceux d'un autre... Au fond, elle ne change rien, les privilèges subsistent, ainsi que les injustices... La véritable révolution, au contraire, est impossible par la seule brutalité, puisque c'est le milieu social qu'elle tend à transformer, la vie économique à réorganiser... »

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la vie économique et le milieu social qu'il importe de transfigurer, c'est la nature même des rapports entre nations.

Question: Vous voyez grand.

Réponse: Il le faut. Tous les palliatifs se sont révélés vains. Nous ne pouvons être sauvés que par une solution d'*ensemble*.

Question: Une telle solution ne saurait être improvisée. N'oubliez pas qu'il a fallu des siècles pour préparer l'avènement de la Confédération helvétique.

Réponse: Mais il n'a fallu que quelques mois, il y a cent ans, pour faire de cette Confédération une réalité!

Quant à la « préparation » lointaine, vous n'ignorez pas que, depuis des années et même depuis des siècles, l'idéal de l'union européenne hante les meilleurs esprits de notre continent et qu'il a déjà inspiré quantité de livres, de projets et même quelques tentatives politiques, plus ou moins heureuses.

Vraiment, on peut dire que la cause dont nous nous réclamons ressemble à quelque champignon né de la pluie d'hier, et comme,

par ailleurs, nous vivons au siècle de la vitesse et de la bombe atomique, nous croyons que les événements peuvent et doivent évoluer *très vite* dans un sens favorable à la réalisation du fédéralisme universel et européen.

Question: Encore faudrait-il pouvoir contribuer à orienter cette évolution.

Réponse: Sans nul doute. Nous nous y employons de toutes nos forces. Nous inspirant du véritable esprit fédéraliste, nous voulons tenter tout ce qui est en notre pouvoir pour favoriser — avant même tout acte « constitutionnel », capable de fonder une Fédération européenne — la gestation, la naissance, le développement de *fonctions,* d'*organes,* de *germes d'institutions* européens.

Certains de ces organes existent déjà: telles les commissions techniques groupées au sein de la Commission européenne de l'O. N. U., ou encore la Conférence des seize, suscitée par l'application du Plan Marshall. Il s'agit à la fois de les transformer, d'en définir les pouvoirs et d'en augmenter l'efficacité. Mais il s'agit aussi, et surtout, de s'efforcer de créer d'autres organes, de toute nature, et de rendre possible leur *coordination.*

Question: Est-ce un vœu pieux ou bien faites-vous allusion à quelque projet précis?

Réponse: Nous espérons pouvoir mettre sur pied, dans le courant de l'année 1948, quelques-unes des institutions suivantes: une commission économique, chargée de coordonner tous travaux relatifs à la réorganisation de notre économie; une commission juridique qui aura pour tâche de préparer une charte des droits, non seulement politiques, mais économiques et sociaux, de l'homme, ainsi qu'un projet constitutionnel; une commission dite « culturelle »; enfin, un bureau politique européen qui aura la haute et difficile ambition de parler au nom des peuples d'Europe, d'alerter l'opinion publique, d'en interpréter les inquiétudes et les espérances auprès des gouvernements responsables, de faire entendre, dans le « concert mondial », la voix de l'Europe.

Question: Comment concevez-vous les modalités de formation de tels organes?

Réponse: Pour vous répondre, je me servirai d'une formule banale: nous faisons flèche de tout bois.

Question: Vous savez éluder les questions embarrassantes.

Réponse: Comme je vous l'ai déjà dit, il n'est pas de questions qui soient gênantes pour nous; si je n'ai pas répondu avec plus de précision à la vôtre, c'est que le fédéralisme, respectueux de la complexité du réel, se méfie de solutions *a priori* et cherche à épouser constamment les contours sinueux des événements.

En fait, personne ne peut dire, à l'heure qu'il est, comment se différencieront les fonctions et se formeront les organes de la nouvelle communauté supranationale. Peut-être la cristallisation atten-

due s'effectuera-t-elle à la faveur d'un événement spectaculaire, comme pourrait l'être la réunion, quelque part en Europe, d'une assemblée prestigieuse, capable d'exprimer valablement les besoins et les aspirations de nos peuples...

Question: Faites-vous allusion à la réunion qui doit avoir lieu à La Haye, au mois de mai prochain?

Réponse: Ainsi, vous en avez déjà entendu parler?

Question: Oui, à l'occasion d'une polémique entre le Parti travailliste et M. Winston Churchill, polémique à laquelle la presse a fait si largement écho.

Réponse: La grande presse est ainsi faite, hélas! qu'elle se passionne beaucoup moins pour le contenu positif de l'histoire que pour les petits à-côtés pittoresques, autrement dit pour *les* histoires!

Il faut tout de même que vous sachiez que le *Congrès de l'Europe* (puisque c'est de lui qu'il s'agit) est autre chose, dans notre esprit, qu'un incident savoureux, mettant aux prises l'indomptable Winston et les porte-parole du Labour Party.

Nous ne pouvons que déplorer de pareils incidents qui risquent de compromettre, ou tout au moins, de retarder dangereusement l'œuvre de salut public que nous avons entreprise.

Question: Faisons donc abstraction de cette « passe d'armes », bien que, pour tout avouer, j'eusse été enchanté d'être mis dans le secret des dieux...

Réponse: Je vous arrête: il n'y a aucun secret, il y a simplement un malentendu que nous nous efforcons de dissiper.

Question: Soit, admettons-le. Dites-moi du moins ce que vous entendez par « Congrès de l'Europe ».

Réponse: Une réunion à un tel point représentative de toutes les forces vives de notre continent, que les hommes et les femmes qui s'y trouvent puissent dire, sans craindre le ridicule: « *Nous sommes l'Europe.* »

Question: Rien que ça!

Réponse: N'ironisez pas. Imaginez-vous plutôt une assemblée européenne où siègent ensemble ouvriers et patrons, parlementaires et magistrats, artistes et « techniciens », universitaires et ecclésiastiques, représentants des coopératives et ceux des mouvements familiaux... Imaginez ces délégués, divers, voire opposés les uns aux autres, unanimes pourtant à proclamer un certain nombre de principes, simples mais fondamentaux, principes constitutifs de la Fédération européenne. Imaginez cette assemblée, une fois les principes de base adoptés, donnant naissance à des organismes comme ceux dont il a été question plus haut...

Question: Pas si vite, voulez-vous. L'effort d'imagination que vous exigez de moi est excessif, à moins de disposer d'un point de départ un peu mieux assuré.

La première question qui se pose, en effet, c'est celle de savoir comment seront désignés les membres de votre assemblée.

Réponse: L'idéal serait, bien entendu, de les faire élire, en bonne et due forme, par les corps, professions ou associations qu'ils seront appelés à représenter. Mais hélas! entre ce qui devrait être et ce qui est, la correspondance n'est jamais parfaite. En l'occurrence, pour procéder à des élections régulières, il eût fallu sans doute des mois de travail acharné. Or, malheureusement, les événements nous pressent et si nous ne voulons pas nous résigner au pire, il nous faut aller de l'avant.

Question: Je vous vois venir: Comme le temps vous manque pour organiser des élections, vous invitez un ami à la peau foncée pour représenter les peuples coloniaux, un cordonnier en chômage pour parler au nom des travailleurs organisés, un représentant de commerce, venu pour essayer de vendre sa camelote, comme porte-parole autorisé de l'industrie et du commerce.

Le procédé est connu et a déjà été utilisé!...

Réponse: ...Oui, il est connu et nous n'avons pas l'intention d'y avoir recours.

Question: Mais qui désignera les délégués?

Réponse: Nous nous efforçons d'organiser, dans chaque pays, un comité *ad hoc,* composé lui-même, dans toute la mesure du possible, à l'image de la nation et chargé d'entrer en rapport avec toutes les organisations importantes, de manière à mettre sur pied une délégation au sein de laquelle se reflète, avec le maximum d'objectivité, l'équilibre vivant de tous les facteurs réels de l'évolution sociale.

Nous savons bien qu'un certain arbitraire est, au départ, inévitable; mais rassurez-vous, cet arbitraire sera aussi réduit que possible.

En fait, et sans trahir aucun secret, je puis vous assurer — à condition simplement que des difficultés d'ordre politique ne nous obligent à retarder la réalisation de notre projet — que personne ne pourra contester aux hommes que nous sommes certains de pouvoir réunir, le droit de parler au nom des ouvriers français, ou des industriels belges, ou des universitaires italiens, ou des parlementaires britanniques, ou des coopérateurs danois, ou des agriculteurs suisses.

Les délégués que nous comptons rassembler ne seront peut-être pas *mandatés,* au sens strict, par leurs pairs: leur autorité sera telle, toutefois, qu'ils disposeront en quelque sorte d'un mandat tacite et indiscutable.

Question: Croyez-vous donc votre organisation capable d'assurer le succès d'une entreprise aussi grandiose?

Réponse: Répudiant tout esprit de chapelle, nous n'avons pas hésité à faire appel à *toutes* les organisations, même non fédéralistes, qui prétendent travailler en faveur de l'union européenne. J'ai

nommé United Europe Movement (présidé par M. Churchill, mais qui compte, parmi ses membres, conservateurs, libéraux et travaillistes), Ligue indépendante de coopération européenne (présidée par M. Van Zeeland et attachée exclusivement à l'étude des problèmes économiques), Conseil français pour l'Europe unie (présidé par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale), Union parlementaire européenne (présidée par le député socialiste belge M. Bohy), Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'Union européenne des fédéralistes entretient d'excellents rapports avec tous ces mouvements; associée aux trois premiers, elle a fondé un comité international de coordination qui a assumé la responsabilité du Congrès de l'Europe.

Question: Ce n'est donc pas M. Winston Churchill qui organise ce congrès?

Réponse: M. Churchill est une personnalité considérable dont il faut reconnaître qu'elle ne saurait passer inaperçue. En fait, il n'est que président de l'une des organisations représentées au sein du comité international; personnellement, il n'en fait même pas partie: mais sa certitude et, oserais-je dire, sa ferme volonté d'être la grande « vedette » de La Haye ont éveillé la méfiance du Labour Party.

Comme déjà dit, il vaut mieux ne pas insister pour le moment sur cet aspect, purement épisodique, de l'effort fédéraliste. D'une manière ou d'une autre, il faudra que les difficultés surgies soient surmontées.

Question: En admettant même que vous les surmontiez, vous ne manquerez pas d'en susciter d'autres, beaucoup plus considérables.

Et, tout d'abord, le caractère *corporatif* de votre congrès ne risque-t-il pas de provoquer une réaction défavorable de la part de tous les démocrates sincères?

Réponse: Depuis quelques minutes déjà, je sentais que cette question vous brûlait les lèvres. Eh! bien, je vais vous dire ce qui suit: le système, qualifié (mensongèrement) de « corporatif », comportait un certain nombre de traits caractéristiques, dont deux particulièrement importants.

D'une part, ce système n'était qu'un outil au service d'un nationalisme agressif.

D'autre part, il visait la subordination de l'économie à l'Etat, et de l'Etat à la dictature.

Or, il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour méconnaître l'*irréductible opposition du fédéralisme à la dictature, à l'intégration de l'économie dans l'Etat, à toutes les survivances du nationalisme.*

C'est dire qu'il serait absurde de nous accuser du crime de « lèse-démocratie » parce que nous sommes décidés à donner aux forces populaires, aux peuples d'Europe l'occasion de faire entendre

leur voix, de manifester leur volonté et de jeter librement les premières bases de la future communauté humaine.

Si des ennemis sournois veulent essayer de discréditer ce véritable effort de salut public que tentent les fédéralistes, il faut qu'ils trouvent autre chose que cette « accusation » incongrue.

Question: Mais il est encore d'autres difficultés qu'il ne faut pas sous-estimer...

Réponse: Permettez-moi de vous interrompre. Nul mieux que nous, serviteurs dévoués d'une cause qui nous dépasse, ne connaît les difficultés innombrables de tous genres qui se dressent encore sur notre chemin. Nous les connaissons d'autant plus intimement que nous ne cessons de nous mesurer avec elles.

Un exemple entre mille, si vous m'y autorisez: Dans une Fédération européenne, telle que nous la voulons, il y aura nécessairement une institution commune, *garantissant à tous les Européens,* depuis leur naissance et jusqu'à leur mort, *un optimum de sécurité sociale.*

Or, étant donné la disparité des niveaux de vie, une telle institution, pour naître, exige un ajustement extraordinairement délicat de tous les facteurs: politiques et psychologiques, monétaires et syndicaux, législatifs et budgétaires, économiques et démographiques.

Oui, nous le savons. Nous le savons, encore une fois, mieux que quiconque. De temps en temps, on nous jette ces « difficultés » dans les jambes, comme si nous n'y avions jamais réfléchi!

A mon tour de vous poser une question: Avez-vous réfléchi, vous, à ce fait que celui qui se refuse à affronter les « difficultés », sous prétexte qu'elles donnent du fil à retordre, choisit implicitement une solution de *facilité* qui n'ose pas dire son nom.

Qu'on le veuille ou pas, celui qui, aujourd'hui, refuse le fédéralisme se prononce en fait pour le suicide collectif de l'humanité.

Remous dans le syndicalisme international

Par *Jean Möri*

La « Revue syndicale suisse » a toujours témoigné beaucoup d'intérêt à l'organisation syndicale internationale. Dans le numéro de janvier 1945, par exemple, Robert Bratschi esquissait un panorama du « Mouvement syndical international après la guerre » et Rimensberger traitait d'un problème d'actualité: « L'Union syndicale suisse et le programme de la Fédération syndicale internationale. »

Un mois plus tard, à Londres, le premier « congrès syndical mondial » invitait la valeureuse F. S. I. à se faire harakiri sur l'autel d'une nouvelle organisation syndicale universelle à laquelle, pour-